

D 597 BRESIL: QUAND LES PAYSANS RESISTENT

Le conflit qui vient d'éclater dans le village de Porto Alegre, au Mato Grosso, avec mort d'homme, illustre une situation qui ne fait que s'aggraver dans le centre du Brésil depuis plusieurs années. Sous la poussée des sociétés d'investissement agro-pastoral, des millions de petits cultivateurs sont spoliés de leurs terres et rejetés plus loin, vers l'ouest. La réaction des paysans, qui sont de moins en moins disposés à se laisser faire, fait ainsi parler de "situation explosive" (cf. DIAL D 562).

L'histoire de Porto Alegre - "Port Heureux", est à rapprocher de celle de "Belle-Rivière", village de la région qui connaît des conflits identiques (cf. DIAL D 432).

Le récit des événements du 18 décembre 1979 et du 5 janvier 1980 ainsi que les illustrations sont tirés du bulletin "Alvorada" du mois de janvier.

Note DIAL

LES PAYSANS DE PORTO ALEGRE

1- Historique du village

Tout le monde dans la région est saturé des difficultés que connaissent les habitants de Porto-Alegre à cause du domaine "Piraguassu". Nous allons quand même rappeler les faits les plus importants pour comprendre ce qui arrive aujourd'hui dans cette affaire.

1949- C'est la création de Porto Alegre, avec l'arrivée de quelques familles de paysans à la recherche de terres.

1970- Le village de Porto Alegre compte cent quatre-vingt familles de cultivateurs.

1971- C'est l'arrivée des domaines "Frenova" et "Piraguassu". "Frenova" veut faire de Porto Alegre le siège de son exploitation:

- il plante une pancarte SUDAM au milieu du village;
- il installe des clôtures de barbelé en pleine rue;
- il achète des maisons de cultivateurs pour les incendier;
- il fait venir des militaires et des hommes de main pour chasser les petits cultivateurs;
- les cultivateurs résistent; ils s'opposent aux hommes de main; ils détruisent les clôtures.

1972- Les cultivateurs gagnent leur cause: un accord est passé avec le domaine pour conserver leurs terres.

1975- Le domaine "Piraguassu" devient indépendant de "Frenova", en passant sous le contrôle du groupe Yanmar. La SUDECO (1) vient et fait un rapport reconnaissant les droits des petits cultivateurs.

1976- L'INCRA (2) vient et travaille au profit du domaine. Il élabore un rapport favorable à "Piraguassu". C'est alors que les japonais font leur apparition: l'administrateur Tukuriki et le contremaître Nito. Au début, ils font beaucoup d'entourloupettes et montent les petits cultivateurs les uns contre les autres, mais sans violence. Le domaine essaie de clôturer le village, mais il en est empêché deux fois de suite par les habitants; la troisième fois ils brûlent les poteaux.

1977- Les pressions du domaine commencent pour faire partir les petits cultivateurs: la police, les hommes de main et l'INCRA font des propositions illégales.

1978- La société "Piraguassu" porte plainte en justice contre cinquante-et-un paysans. Depuis la notification aux intéressés, il y a eu bien des entourloupettes. C'est ainsi, par exemple, que M. Izidio, trompé, a signé un papier croyant que c'était une demande d'acte de propriété, alors qu'il s'agissait d'un contrat de travail avec le domaine. Mme Veronilha a eu sa maison incendiée, estimée à 30.000 cruzeiros, mais elle n'a reçu qu'une indemnité de 5.000 cruzeiros.

1979- En mars, le domaine renvoie M. Alberto Gomes, incendie sa maison et coupe le barbelé de ses clôtures pour que le bétail du domaine aille dévorer ses plantations.

En avril, un homme de main du domaine, du nom de Capixaba, commence son travail dans les terres de quelques cultivateurs. Il menace M. Alberto Gomez. M. Alberto se rend par deux fois à Barra do Garças, mais il revient déçu parce que les autorités ne lui ont pas prêté attention. Il a eu un préjudice total de 300.000 cruzeiros et il a dû vendre vingt-deux têtes de bétail. Après avoir épuisé tous les recours, M. Alberto revient sur ses terres.

En décembre, le domaine installe autour de la maison de M. Alberto Gomez une clôture de barbelé en ne lui laissant que la valeur d'un jardin.

2- Plus moyen d'en supporter davantage

Pas un cultivateur de Porto Alegre n'a oublié ces tracasseries et ces souffrances. Ils disent qu'ils ne comprennent pas "pourquoi que des japonais ont plus de droits qu'eux qui sont brésiliens" et "pourquoi que le gouvernement donne des droits aux requins (3) et pas au peuple qui a besoin de la terre pour pouvoir manger".

Le domaine n'en démord pas, mais les petits cultivateurs ne le supportent pas. Quand le domaine a clôturé la maison du paysan Alberto Gomez, celui-ci a alerté le syndicat des travailleurs ruraux de Luciara. Le 16 décembre 1979, le président du syndicat a fait une réunion avec le contremaître Nito et les Paysans.

(1) Surintendance pour le développement, organisme officiel (NdT)

(2) Institut national de colonisation et de réforme agraire (NdT)

(3) Nom donné aux investisseurs de la ville dans l'agro-pastoral (NdT)

Les paysans ont exigé que le domaine "Piraguassu" arrête de clôturer, mais il a continué. Le 17, il y a eu une autre réunion dans laquelle M. Nito a déclaré qu'il n'arrêterait pas parce qu'il n'a pas d'ordres à recevoir du syndicat.

Le 18 décembre, seize cultivateurs ont été arrêter le travail de clôture. Ils ont trouvé là un chef, deux ouvriers agricoles et Capixaba, l'homme de main. Le chef et les ouvriers ont été d'accord pour arrêter

mais l'homme de main n'a pas voulu. Il a sorti son revolver pour tirer. Les paysans ont tiré pour se défendre et Capixaba a été tué.

Sachant qu'ils avaient tiré en légitime défense, les cultivateurs sont revenus à Porto-Alegre et ils ont fait un rapport au président du syndicat. Mais comme ils connaissent les réactions de la police et du domaine, ils ont préféré se réfugier dans la forêt. Le président du syndicat, avec le rapport des paysans, avec les armes et les balles explosives de l'homme de main, s'est rendu à Cuiabá au siège de la Fédération des travailleurs agricoles (FETAGRI).

Le domaine a immédiatement appelé la police de Luciara. Comme elle ne trouvait pas les cultivateurs, elle a commencé à menacer les habitants et à semer la terreur. Finalement, elle a pris le chauffeur du camion, Cascão, et un frère d'un des paysans en fuite, Moacir, qui est boiteux.

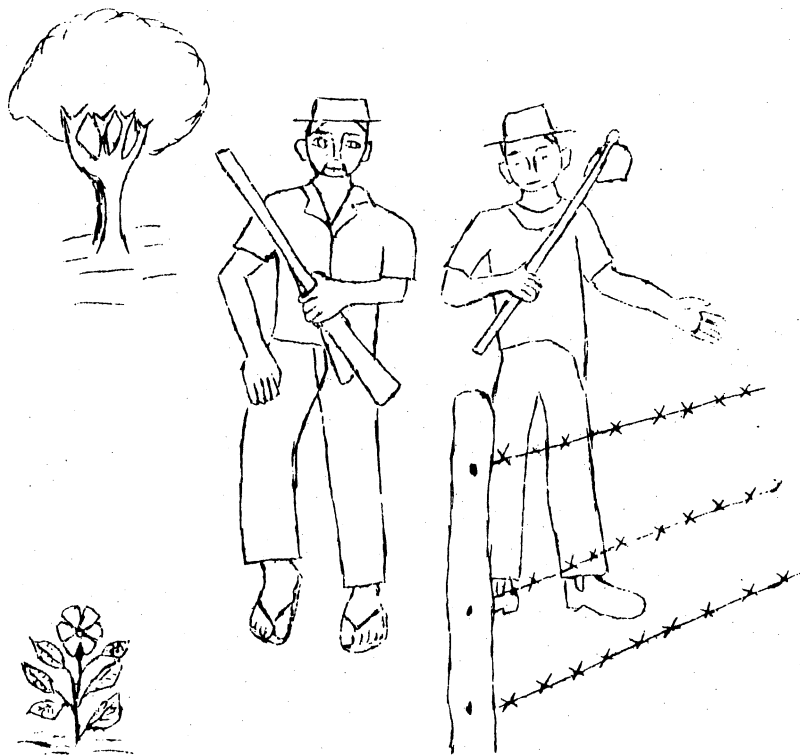
Peu après il s'est produit une chose très importante: quarante cultivateurs sont venus de Canabrava pour apporter leur soutien à ceux de Porto-Alegre. Ils ont fait une réunion, en essayant de passer un accord avec le commissaire de police pour libérer les prisonniers. Pour les cultivateurs, les deux prisonniers pouvaient dormir en prison, à condition que le japonais soit lui aussi arrêté. Grâce aux pressions du groupe, ils étaient libérés dans l'après-midi.

Les cultivateurs en fuite sont restés dans la forêt, attendant le retour du président du syndicat.

3- La déposition des cultivateurs

En fin décembre arrivèrent le juge Dalton, de l'Etat, le commissaire Estêvão, de Luciara, et le lieutenant de police militaire Haroldo, de Barra do Garças avec onze policiers.

Ils se sont installés dans la prison et ont appelé le chauffeur Cascão et Romualdo, délégué syndical de Porto-Alegre. Ils voulaient qu'ils fassent revenir les gens de la forêt. Ils ont menacé aussi de faire une expédition contre les cultivateurs installés dans la forêt.

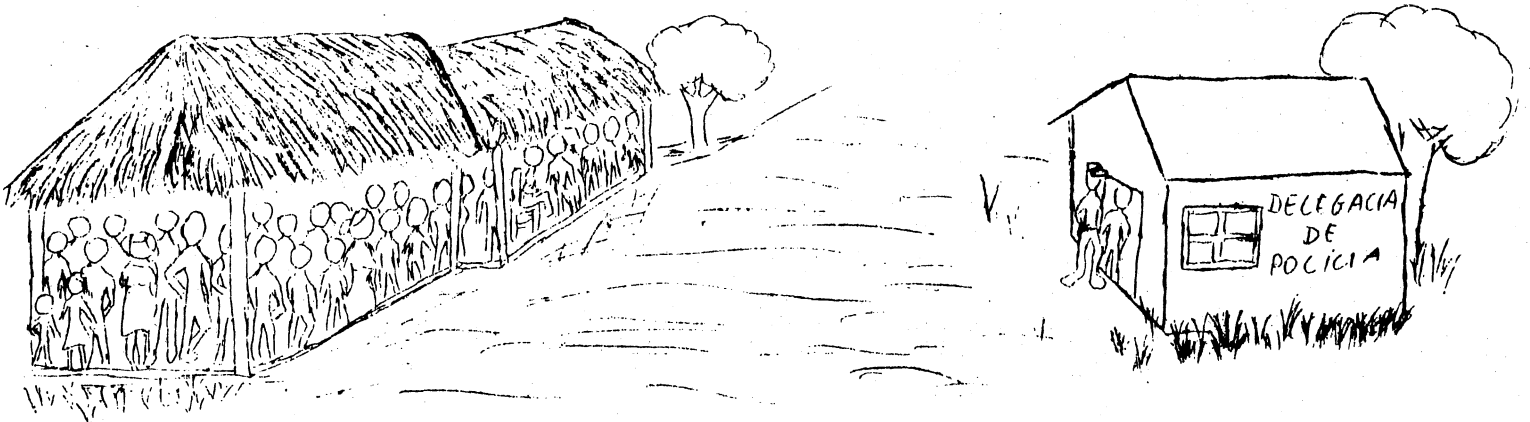


Pour les gens il a été clair que les policiers cherchaient le moyen d'impliquer la prélatrice (4) dans l'affaire. Le président du syndicat de Luciara, Raimundo Francelino (dit "Le moustique"), est venu leur parler. Ensemble, ils ont décidé une séance de déposition avec les cultivateurs en fuite pour le 5 janvier 1980, à Porto Alegre.

Le jour dit, le juge Dalton, le lieutenant Haroldo, le commissaire de Luciara et la police sont arrivés à Porto Alegre pour recevoir la déposition des cultivateurs. Par la même occasion étaient venus à Porto Alegre, pour apporter leur soutien aux paysans, les camarades de Canabrava, Santo-Antônio, São Félix, Ribeirão et Cascalheira, représentant le syndicat de chacun de ces endroits.

Les cultivateurs étaient accompagnés par l'avocat Peron, de la Fédération des Travailleurs agricoles, et par l'avocat Alberto Leal, de la Commission justice et paix de São Paulo. Il y avait également l'évêque Pedro, de la prélatrice de São Félix do Araguaia, et Mgr Celso, évêque de Porto-Nacional et représentant la Commission pastorale de la terre. Il était accompagné d'autres gens de son diocèse.

L'interrogatoire a eu lieu au poste de police. De l'autre côté de la rue, sous deux grands abris couverts de chaume, de nombreux paysans du village et de l'extérieur restaient là à suivre l'interrogatoire.



A la nuit tombée, le groupe était assis par terre autour de quelques bougies, en train de se raconter des histoires. On aurait dit que les gens montaient la garde pour empêcher la peur d'avancer.

Pour les cultivateurs interrogés, la présence de ces compagnons a été très importante. Elle les a aidés à être plus forts. La justice, la police et le domaine ont dû bien se tenir. Pendant l'interrogatoire, la police cherchait à qualifier de crime ce qui n'était qu'une légitime défense des cultivateurs; elle cherchait aussi à désigner parmi eux deux ou trois boucs émissaires.

4- Le "mutiron" (5)

Le dimanche 6 janvier, fête de l'Epiphanie, quelque cent-trente personnes, hommes et femmes, ont fait un mutiron dans les champs d'Alberto Gomes. Ils ont pris possession du hangar que l'homme avait construit pour le domaine et ils ont planté le riz dans les terres d'Alberto.

(4) La prélatrice de São Félix do Araguaia dont l'évêque est Mgr Pedro Casaldaliga (NdT)

(5) travail gratuit de groupe en faveur d'un des membres du village cf. DIAL D 527 (NdT)

Ils ont découvert, camouflé, Landelino, le surveillant du domaine, qui s'est vu raccompagné dans la rue par le président du syndicat. Ce surveillant a donné à l'avocat de la Fédération des travailleurs agricoles des éclaircissements sur les entourloupettes du domaine "Piraguassu". Il a raconté, par exemple, qu'un mouchard recevait 3.000 cruzeiros du domaine et restait sous sa garde à Gurupi, en attendant le moment de déposer contre les cultivateurs.

L'après-midi, il y a eu une réunion organisée par le syndicat. On a lu des lettres de soutien envoyées par d'autres villages pour encourager les camarades de Porto Alegre. Il y a eu un discours de Raimundo Francelino, le président du syndicat, et des interventions de plusieurs cultivateurs qui voulaient donner leur avis. Les avocats Peron et Leal, et le député Dante ont dit un mot de soutien et d'éclaircissement. Cette réunion a été très importante. Tous ont souligné la valeur du syndicat et l'union des paysans pour la défense de leurs droits.

Le soir, le peuple de Porto Alegre et les représentants des autres villages ont célébré une messe avec l'évêque Pedro, une belle messe. La grande croix était décorée de fleurs et de cierges.

La lecture de l'évangile des mages nous a aidés à comprendre que les "requins" (cf. note 3) sont les héraodes d'aujourd'hui. Et que le peuple doit rester uni dans le combat et dans la foi. On a lu aussi des lettres de solidarité de la Commission pastorale de la terre et de la Commission justice et paix de São Paulo, ainsi que les pétitions des villages. Ces lettres soutenaient les droits des cultivateurs, condamnaient le domaine "Piraguassu" et encourageaient les paysans à renforcer leur syndicat et leur communauté.

Les cultivateurs ont lu les vers qu'ils avaient écrits dans la forêt, quand ils attendaient de déposer.

Il était 10 H du soir quand s'est terminé le mutiron de la foi et de l'union. Tout le monde a dit merci pour le soutien des camarades des autres villages, en particulier ceux de Canabrava.

Et tout le monde est parti avec plus de courage pour continuer le combat.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441